

TIPASA

12 440 logements locatifs à distribuer

Selon des informations transmises par la cellule de communication de la wilaya de Tipasa, 12 440 logements publics locatifs répartis au niveau des 10 daïras que compte la wilaya sont prévus pour être distribués au plus tard au cours du 1^{er} trimestre 2017. Mais à la lumière des constats établis tant par une frange de citoyens que par les élus et quelquefois par l'administration, ces délais risquent d'être faussés par certains aléas.

En effet, la distribution de ces quotas de logements reste hypothéquée par des aléas liés à des travaux de viabilisation de VRD primaire, secondaire et tertiaire. En d'autres termes, ces milliers de logements restent dans l'attente de raccordements en électricité, en gaz, en eau potable et aux réseaux d'assainissement.

Ainsi, les citoyens qui se sont exprimés lors des forums de Radio Tipasa, se sont interrogés sur le fait que les attentes et les retards de réalisation qui durent depuis quelques années, ne sont, en réalité, pas le fait de la volonté de l'Etat qui avait débloqué une enveloppe financière de près de 110 milliards de dinars pour la réalisation de plus de 75 000 logements.

Selon nos sources et les informations glanées au cours des différents périples de contrôle des projets, ces retards seraient dus à d'autres raisons, à l'instar de ces fameuses VRD, dont les enveloppes financières dédiées à leur réalisa-

tion sont quelquefois et essentiellement rejetées ou renégociées par les grosses entreprises mécontentes des taux de transfert des bénéfices, et dont ces projets furent dans la plupart des cas, repris par des entreprises algériennes.

Ces retards seraient dus aussi selon nos sources aux problèmes de glissement de délais de réception des projets, et surtout aux incertitudes liées à l'inefficience de certaines entreprises chargées de la réalisation de ces logements mais, quelquefois aux difficultés liées à l'acquisition des assiettes foncières.

Face à la précarité de telles situations et à la lecture des informations reçues, le citoyen, l'élu et l'administrateur de tels projets sont interpellés, sachant que cette situation devient à la longue, critique face à une réalité où seulement près de 60% des deux quotas quinquennaux de 75 000

logements sont «estimés» achevés, dont près de 9 000 logements sont en cours de réalisation, 3 228 logements sont à l'arrêt et 17 961 logements ne sont pas encore lancés ; un constat de carence effarant qui constitue un lourd héritage pour les nouveaux locataires de l'administration de la wilaya de Tipasa.

En effet, ces types de retards de construction et de livraison de ces logements, restent aussi, selon certains «avis spécialisés et reconnus comme très informés», d'une précarité dangereuse et s'évertuent à mettre à l'index l'absence de sanctions envers ceux chargés de la réalisation de ces immenses investissements consentis par l'Etat et enfin cela sous-tend autant de problèmes sociaux, qui se répercutent sur la bonne gestion des communes et des daïras en altérant et affectant les relations administration-citoyen, mais surtout qui pourrissent un climat social précaire en ces temps de vaches maigres que l'actuel pouvoir d'achat pourra difficilement pallier et contenir, malgré une rente pétrolière jugée passable par les petites bourses.

Le nouveau wali de la wilaya de Tipasa

s'est ingénié à trouver des solutions palliatives, définitives ou appropriées à cet épineux problème de logement dont il a hérité, notamment en instruisant l'OPGI et la Direction de l'urbanisme de relancer rapidement les travaux de VRD et de raccorder les 12 440 logements restant à distribuer, aux réseaux de gaz, d'électricité, eau potable et au réseau d'assainissement. Dans ce cadre, le wali de Tipasa, M. Moussa Ghellaï, a instruit les daïras de procéder aux enquêtes sociales sur les postulants et d'afficher les listes de bénéficiaires des logements.

Il convient de préciser dans ce cadre et selon nos sources, que ce sont les couches défavorisées et rurales, qui représentent une moyenne de 30% du programme global de 75 000 logements affectés par l'Etat lors des deux quinquennats précédents et dont la frange défavorisée de la population serait l'heureuse bénéficiaire de la récente opération coup-de-poing lancée par l'exécutif de la wilaya pour réactiver ces immenses programmes qui se trouvent soit inactivés, en retard ou mis en veilleuse.

Houari Larbi

TLEMCCEN

Mohamed El Ghazi insiste sur la qualité de service

Lors d'une visite marathon effectuée dans les daïras de Maghnia, Béni Snous et Sebdou, le ministre du Travail a inspecté et inauguré plusieurs structures relevant de son département.

Les instructions du ministre ont été, on ne peut plus clair, sur certaines questions, à savoir le recrutement au sein de la Fonction publique, «il faut agir autrement pour faire baisser davantage le chômage, un redéploiement sur d'autre secteurs d'activités économiques

sera salubre en ces moments difficiles, mais tout sera fait pour lutter contre le chômage des jeunes. Le ministre préconise en premier lieu la formation». Le ministre a mis aussi l'accent sur le recouvrement des créances pour faire face à la crise financière «il faut

redoubler d'effort pour récupérer les avoirs de l'Etat», dira-t-il, notamment les dettes des entreprises. A l'avenir, nous serons intraitables contre la prescription abusive des médicaments et l'utilisation frauduleuse de la carte Chifa», en ajoutant que tous les citoyens ont droit à la couverture sociale, mais pour ce faire, il faut rationaliser les dépenses et offrir un service de qualité aux citoyens. Tout en mettant l'ac-

cent sur le rôle du corps médical pour faire baisser la facture du médicament, qui reste encore très lourde, le ministre avertit qu'il serait «intraitable avec les complaisances».

Hier, le ministre était encore en visite dans la daïra de Nedroma, ce long périple se justifie par la nouvelle donne économique et surtout un message pour les jeunes de cette Algérie profonde.

M. Zenasni

RELIZANE

Carence dans l'aménagement urbain au village d'Essanafir

Le village de Kariate-Essanafir, situé à 6 km du chef-lieu communal de Relizane, est en proie à de multiples carences en matière d'aménagement urbain.

Les trottoirs, l'éclairage public et le réseau du drainage des eaux pluviales, pour ne citer que ces points-là, brillent par leur absence.

Dans ce village, habité par plus de 300 citoyens, il n'existe pas un seul mètre de trottoir ! Seule la place publique, attenante à l'école primaire «DNC», est pavée et pourvue de lampadaires et de bancs. Le reste du village est complètement

dépourvu de trottoirs. Les piétons sont contraints de se rabattre sur la chaussée risquant ainsi leur vie.

A l'heure de pointe, des dizaines d'élèves marchent sur la chaussée du chemin communal, long de deux kilomètres, et donnant accès à la RN4. Cette route est dépourvue, également, d'éclairage public. Ce qui constitue une menace pour les citoyens, d'autant plus que dans ce village, les vols et autres cambriolages nocturnes y sont légion.

Le drainage des eaux pluviales est l'autre épineux problème des villageois. À chaque tombée de pluie, les eaux ruissel-

lent de partout, envahissant la chaussée et les maisons. Des flaques d'eau, se trouvant à proximité du dispensaire du village, demeurent en l'état des semaines durant. «Ces mares d'eau nous gênent énormément. Chaque fois que je passe par-là, je dois faire attention, car des voitures, passant en pleine vitesse, arrosent les piétons avec ces eaux glauques !», dira un habitant du village susmentionné.

L'absence d'avaloirs et de caniveaux dans ce village provoque la stagnation des eaux lesquelles gênent et les habitants et les automobilistes.

A. Rahmane

SANTÉ

À AÏN-TEMOUCHENT

71 agents paramédicaux installés

Soixante et onze agents paramédicaux de la promotion 2016 ont été installés dans leurs postes à travers les huit daïras de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Selon le chef de service des ressources humaines au niveau de la Direction de la santé et de la population, ces agents qui ont suivi un stage dans la spécialité paramédicale au niveau de l'hôpital Docteur-Benzerdjeb, ont été installés à travers toutes les structures sanitaires des communes de la wilaya après avoir réceptionné les procès-verbaux de l'institut paramédical de la wilaya de Chlef qui a la charge de la formation de ces types d'agents à travers toutes les wilayas de l'ouest du pays.

Il faut noter que l'opération d'installation de ces agents n'a pas été de tout repos, du fait que durant plusieurs mois, un bras de fer a opposé la tutelle et les concernés sur le motif que cette dernière exigeait la présentation du certificat de la 3^e année secondaire comme condition de les installer dans leurs postes alors que c'est à l'institut formateur qu'échoit l'obligation de demander ce type de certificat et non à l'employeur, un bras de fer qui a fini par soulager tous ces agents qui vont pouvoir exercer leur fonction en toute tranquillité.

S. B.